



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL  
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW  
EUROPAISCHE GESELLSCHAFT FÜR AGRARRECHT UND DAS RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMES

---

**XXXe Congrès européen de droit rural  
18-21 septembre 2019, Poznań (Pologne)**

**XXX European Congress of Agricultural Law  
18-21 September 2019, Poznań (Poland)**

**XXX. Europäischer Agrarrechtskongress  
18.-21. September 2019, Posen (Polen)**

organisé sous la direction du C.E.D.R. par l'Association Polognais de Droit Rural  
organised under the direction of the C.E.D.R. by the Polish Association for Rural Law  
organisiert unter der Leitung des C.E.D.R. durch die Polnische Gesellschaft für Agrarrecht

**Questionnaire – Fragebogen**

**Commission III – Kommission III**

**LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET SIGNIFICATIVES DU DROIT RURAL**

**SIGNIFICANT CURRENT DEVELOPMENTS IN RURAL LAW**

**BEDEUTENDE AKTUELLE ENTWICKLUNGEN IM RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMS**

**Président:** Prof. em. Margaret Rosso Grossman, University of Illinois (USA)

**Rapporteur général:** Dr. Jeroen Rheinfeld, Radboud Universiteit Nijmegen (Pays-Bas);  
[j.rheinfeld@jur.ru.nl](mailto:j.rheinfeld@jur.ru.nl)

## **I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise**

Le rapport national devrait compter environ **15 pages ainsi qu'une page de résumé** et être envoyé par e-mail au Rapporteur général au plus tard le **30 juin 2019** en format Word. Une copie devrait être aussi envoyée au Délégué Général: [roland.norer@unilu.ch](mailto:roland.norer@unilu.ch). Avant d'écrire le rapport les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du Délégué Général (adresse e-mail ci-dessus).

Pour plus d'informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le Rapporteur général.

A national report should consist of around **15 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by **June 30, 2019** as a word document to the General Reporter (address as above). A copy should be sent also to the Delegate General: e-mail address: [roland.norer@unilu.ch](mailto:roland.norer@unilu.ch). Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

Further Information: Please contact the General Reporter for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte ungefähr **15 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **30. Juni 2019** als Word-Datei dem Generalberichterstatter übermittelt werden (E-Mail-Adresse siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: [roland.norer@unilu.ch](mailto:roland.norer@unilu.ch). Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit dem Generalberichterstatter Kontakt aufnehmen.

## II. Questions – Fragen

### Questionnaire

1. Quels sont les principaux développements du droit rural depuis le dernier congrès ? Veuillez considérer les mesures internationales, de l'Union européenne, nationales et régionales. Si possible, incluez un ou plusieurs des sujets suivants. Les explications indiquent d'éventuels problèmes juridiques, mais les rapporteurs devraient se concentrer sur ces développements et sur d'autres développements importants du droit rural.

#### 1.1 Réglementation et utilisation des nouvelles technologies

Bien que la majorité des États membres de l'UE aient décidé de ne pas autoriser la culture d'OGM, les aliments et les aliments pour animaux à partir de produits génétiquement modifiés sont autorisés, s'ils sont correctement étiquetés. Les discussions actuelles portent sur la réglementation (ou la non-réglementation) de l'édition de gènes et d'autres technologies. Le règlement sur *novel food* s'appliquera à partir du 1er janvier 2018 et modifiera la procédure d'autorisation pour les nouveaux aliments. De plus, les producteurs utilisent des techniques de *smart farming* (telles que les drones, le GPS, etc.). Tout cela conduit à la numérisation de la vie rural, ce qui contribue à la compétitivité de la production agricole européenne. Quelles sont les réglementations nationales et européennes qui s'appliquent à ces développements ?

#### 1.2 Réglementation sur le bétail et la santé du bétail

L'élevage est un secteur agricole important dans l'UE et dans d'autres pays. L'utilisation d'antibiotiques pour augmenter la croissance du bétail affecte la santé publique et conduit à la résistance des bactéries aux antibiotiques importants. Le règlement de l'UE sur l'élevage d'animaux (UE 2016/1012) et les mesures d'application s'appliqueront à partir du 1er novembre 2018. Une nouvelle loi sur la santé animale (UE 2016/429) entrera en vigueur en 2021.

#### 1.3 Production alimentaire et étiquetage

La production biologique est importante dans certains États membres et dans d'autres pays. Les règles pour la production biologique peuvent être complétées ; le Parlement européen a approuvé des nouvelles règles qui s'appliqueront à partir du 1er janvier 2021, à condition que le Conseil des ministres soit d'accord. L'utilisation des termes de viande et de produits laitiers pour les aliments végétaux (p. ex., le lait d'amande) est de plus en plus controversée. En 2017, la Cour de justice des Communautés européennes a statué que le lait et les produits laitiers étaient réservés aux produits animaux et aux produits laitiers (affaire C 422/16), au moins un État membre a adopté une législation à cet effet.

#### 1.4 Produits chimiques dans l'agriculture

Le 27 avril 2018, les États membres de l'UE ont restreint l'utilisation de certains néonicotinoïdes pour les applications en serre ; de même, presque tous les utilisations extérieures sont interdites. Deux néonicotinoïdes peuvent encore être utilisés : l'acétamipride qui a été ré-approuvé jusqu'en 2033 et le thiaclopride, actuellement en cours d'examen. L'interdiction est une extension significative des restrictions appliquées depuis 2013.

En raison d'incidents survenus dans plusieurs États membres de l'UE impliquant fipronil (un insecticide), la Commission européenne envisage de nommer un « responsable de la sécurité sanitaire des aliments » dans chaque État membre. Cette mesure vise à fournir des informations

pertinentes aussi rapidement et efficacement que possible et à assurer une évaluation commune des risques en cas de situation nutritionnelle précaire.

### **1.5 Agriculture et environnement**

L'agriculture repose sur un environnement sain, mais les pratiques agricoles peuvent également polluer l'eau et l'air et dégrader les ressources du sol. La législation nationale, à l'instar de certaines politiques de l'Union européenne, vise à protéger l'environnement et à soutenir des efforts déployés par les producteurs pour gérer une exploitation durable et fournir des services écosystémiques. La législation nationale garantit que les terres agricoles productives sont utilisées que pour l'agriculture. D'autres lois règlent l'utilisation de pesticides et d'herbicides nocifs pour les terres agricoles. Le changement climatique constitue une menace pour l'agriculture, ainsi que pour d'autres secteurs. La production animale (méthane) contribue au changement climatique et certaines mesures agricoles (p. ex., la séquestration du carbone) peuvent aider à atténuer les effets du changement climatique. Veuillez vous concentrer sur les mesures nationales.

## **2. Lorsque vous discuterez des développements du droit rural dans votre pays, veuillez répondre aux questions suivantes :**

- 2.1 Quelles sont les sources (statuts, règlements administratifs, politique nationale) pour chacun de ces développements ?
- 2.2 Quels sont les éléments principaux de chacun de ces développements et comment affectent-ils les producteurs ?
- 2.3 Ces développements juridiques dans votre pays sont-ils liés aux obligations ou directives internationales, européennes, nationales et / ou régionales ? Les développements sont-ils compatibles avec les obligations ou directives internationales, européennes, nationales et / ou régionales ?
- 2.4 Y a-t-il des difficultés avec la mise en œuvre ?

## Questionnaire

1. What are the main developments in rural law since the last Congress? Please consider international, European Union, state and regional measures. If possible, include one or more of the following five topics, which provide a framework for discussion, but reporters should feel free to raise other important developments.

- 1.1. Regulation and use of new technologies**

Although the majority of EU Member States have opted not to allow cultivation of GMOs, GM products, properly labeled, are authorized for food and feed. Current discussions focus on the regulation (or not) of gene editing and other technologies. The new Novel Food regulation applies from 1 January 2018 and amends the authorization process for novel foods. In addition, producers are using techniques of smart farming (such as drones, GPS, etc.). All this contributes to the digitisation of rural life, which in turn contributes to the competitiveness of European agricultural production. What are the relevant national and European rules regarding these developments?

- 1.2. Regulation of livestock and livestock health**

Livestock production is an important agricultural sector in the EU and other nations. Use of antibiotics for livestock growth affects public health and triggers resistance of bacteria to important antibiotics. The EU Animal Breeding Regulation (EU 2016/1012) and implementing measures will apply as of 1 November 2018, and a new Animal Health Law (EU 2016/429) will apply in 2021.

- 1.3. Food production and labeling**

Organic production is significant in some Member States and other countries. Rules for organic production may be amended; the EU Parliament approved new rules in a measure that would apply from 1 January 2021, assuming approval also by the Council of Ministers. The use of meat and dairy terms for plant-based foods (e.g., “almond milk”) is increasingly controversial. In 2017, the European Court of Justice held that the terms milk and dairy are reserved for animal or milk products (Case C 422/16), and at least one Member State has enacted legislation.

- 1.4. Chemicals in agriculture**

As of 27 April 2018, EU Member States restricted the use of certain neonicotinoids to applications in greenhouses across the EU; almost all outdoor uses are banned. Two neonicotinoids can still be used: acetamiprid has been re-approved for use until 2033 and thiacloprid is under review. The ban is a major extension of existing restrictions, in place since 2013.

As a result of incidents involving Fipronil (an insecticide) in several EU Member States, the European Commission is considering how to establish a “food safety officer” in each Member State so that relevant information flows as fast and as efficiently as possible to ensure rapid common risk assessment when unsafe food situations emerge.

- 1.5. Agriculture and the environment**

Farming relies on a healthy environment, but farm practices may also pollute water and air and degrade soil resources. National legislation, like some EU policies, is designed to protect the environment and to support producers’ efforts to farm sustainably and to provide ecosystem services. National legislation may ensure that productive farmland remains in agricultural use. Other measures govern the use of harmful pesticides and herbicides on farmland. Climate change poses a threat to agriculture, as well as other sectors. Livestock production (generating methane)

contributes to climate change, and some agricultural measures (e.g., sequestration of carbon) may help to mitigate the effects of climate change. Please focus on national measures.

**2. As you discuss rural law developments in your country, please address the following questions:**

- 2.1. What are the sources (statutes, administrative regulations, national policy) for each of these developments?
- 2.2. What are the main elements of each of these developments and how do they affect producers?
- 2.3. Are these legal developments in your country linked to international, European, national and/or regional obligations or guidelines? Are the developments compatible and in conformity with international, European, national and/or regional obligations or guidelines?
- 2.4. Do any difficulties in implementation arise?

## Fragebogen

1. Was sind die wichtigsten Entwicklungen im Agrarrecht seit dem letzten Kongress? Bitte berücksichtigen Sie internationale, europäische, staatliche und regionale Maßnahmen. Fügen Sie, wenn möglich, eines oder mehrere der nachfolgenden Themen zu ihrem Bericht hinzu. Erklärungen weisen auf mögliche rechtliche Probleme hin, doch sollten sich die Berichtersteller auf diese und andere wichtige Entwicklungen im Bereich des ländlichen Rechts konzentrieren.

### 1.1. Regulierung und Nutzung neuer Technologien

Obwohl die Mehrheit der EU-Mitgliedstaaten entschieden hat, den Anbau von GVO nicht zuzulassen, sind Lebens- und Futtermittel aus ordnungsgemäß gekennzeichneten GV-Produkten zugelassen. Aktuelle Diskussionen konzentrieren sich auf die Regulierung (oder die Nichtregulierung) von Gen-Editing und anderen Technologien. Die *Novel Food* Verordnung gilt ab 1. Januar 2018 und ändert das Zulassungsverfahren für neuartige Lebensmittel. Darüber hinaus nutzen die Erzeuger Techniken des *smart farming* (wie Drohnen, GPS usw.). All dies führt zur Digitalisierung des Lebens im ländlichen Raum, was zur Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Agrarproduktion beiträgt. Welche relevanten nationalen und europäischen Vorschriften gelten für diese Entwicklungen?

### 1.2. Vorschriften zu Nutztieren und der Gesundheit von Nutztieren

Die Viehzucht ist ein wichtiger landwirtschaftlicher Sektor in der EU und anderen Ländern. Die Verwendung von Antibiotika zur Wachstumssteigerung von Nutztieren beeinträchtigt die öffentliche Gesundheit und führt zur Resistenz von Bakterien gegen wichtige Antibiotika. Die EU-Tierzuchtverordnung (EU 2016/1012) und die dazugehörigen Durchführungsmaßnahmen gelten ab dem 1. November 2018, ein neues Tiergesundheitsgesetz (EU 2016/429) wird 2021 in Kraft treten.

### 1.3. Nahrungsmittelproduktion und Etikettierung

Die biologische Erzeugung ist in einigen Mitgliedstaaten sowie anderen Ländern von großer Bedeutung. Regeln für die ökologische Produktion können ergänzt werden; das EU-Parlament hat neue Vorschriften genehmigt, die ab 1. Januar 2021 gelten sollen, sofern der Ministerrat zustimmt. Die Verwendung von Fleisch und Milchprodukten für pflanzliche Nahrungsmittel (z.B. "Mandelmilch") ist zunehmend umstritten. Im Jahr 2017 hat der Europäische Gerichtshof entschieden, dass Bezeichnungen für Milch und Milchprodukte für Tier- und Milcherzeugnisse reserviert sind (Rechtssache C 422/16), und mindestens ein Mitgliedstaat hat Rechtsvorschriften in diesem Sinne erlassen.

### 1.4. Chemikalien in der Landwirtschaft

Am 27. April 2018 haben die EU-Mitgliedstaaten die Verwendung bestimmter Neonicotinoide für Anwendungen in Gewächshäusern eingeschränkt; ebenso sind fast alle Anwendungen im Freien verboten. Zwei Neonicotinoide können weiterhin verwendet werden: Acetamiprid wurde bis 2033 erneut zugelassen und Thiacloprid, welches derzeit geprüft wird. Das Verbot ist eine wesentliche Erweiterung der seit 2013 geltenden Beschränkungen.

Aufgrund von Vorfällen in mehreren EU-Mitgliedstaaten mit Fipronil (ein Insektizid) erwägt die Europäische Kommission in jedem Mitgliedstaat einen "Lebensmittelsicherheitsbeauftragten" zu ernennen, damit relevante Informationen so schnell und so effizient wie möglich weitergeleitet und bei einer unsicheren Ernährungssituation eine gemeinsame Risikobewertung sichergestellt werden.

### **1.5. Landwirtschaft und Umwelt**

Die Landwirtschaft ist auf eine gesunde Umwelt angewiesen, aber landwirtschaftliche Anbaumethoden können auch Wasser und Luft verschmutzen sowie Bodenressourcen degradieren. Die Rechtsvorschriften der EU und der Mitgliedstaaten sollen die Umwelt schützen und die Bemühungen der Erzeuger um eine nachhaltige Bewirtschaftung und Bereitstellung von Ökosystemdienstleistungen fördern. Die nationalen Rechtsvorschriften stellen sicher, dass produktive landwirtschaftliche Nutzflächen landwirtschaftlich genutzt werden. Weitere Maßnahmen regeln den Einsatz schädlicher Pestizide und Herbizide auf landwirtschaftlichen Nutzflächen. Der Klimawandel ist eine Bedrohung für die Landwirtschaft wie auch andere Sektoren. Die Tierproduktion (Methan) trägt zum Klimawandel bei, und einige landwirtschaftliche Maßnahmen (z.B. Sequestrierung von Kohlenstoff) können dazu dienen, die Auswirkungen des Klimawandels abzuschwächen. Bitte konzentrieren Sie sich auf nationale Maßnahmen.

### **2. Wenn Sie die Entwicklung des Agrarrechts in Ihrem Land thematisieren, beantworten Sie bitte folgende Fragen:**

- 2.1. Welche Quellen (Gesetze, Verwaltungsvorschriften, nationale Politik) gibt es für jede dieser Entwicklungen?
- 2.2. Was sind die Hauptelemente jeder dieser Entwicklungen und wie wirken sie sich auf die Produzenten aus?
- 2.3. Sind diese rechtlichen Entwicklungen in Ihrem Land mit internationalen, europäischen, nationalen und/oder regionalen Verpflichtungen oder Richtlinien verbunden? Sind diese Entwicklungen kompatibel mit internationalen, europäischen, nationalen und/oder regionalen Verpflichtungen oder Richtlinien?
- 2.4. Treten Schwierigkeiten bei der Implementierung auf?